

Projecteur sur la question amazigh

Depuis la chute de la *Jamahiria* de Kadhafi, le Conseil national de transition (CNT) ne s'est toujours pas installé à Tripoli pour construire l'État libyen nouveau avec ses institutions, son administration, son drapeau et son armée. L'obstacle : le contrôle de la capitale par une dizaine de *katibas* (brigades) regroupant des milliers de *thowars* (combattants révolutionnaires) amazigh armés du djebel Nefoussa et de Zenten, verrou stratégique au sud de Tripoli. En accord avec Moustapha Abdeljalil, le président du CNT, Abdelhakim Belhadj qui s'est autoproclamé gouverneur militaire de Tripoli n'a pu s'imposer, malgré le flot d'argent qatari et l'arrivée de nombreux prédicateurs islamistes.

En visite à Tripoli les 14 et 15 décembre, Alain Juppé était chargé d'une mission, approuvée par Paris, Londres et Washington : réaliser le « dialogue inter libyen », à savoir la dissolution des milices et l'intégration des *thowars* dans une armée nationale. Servile, le CNT a nommé Youssef al-Mankouch, originaire de Misrata, commandant en chef de l'armée, mais en cohabitation avec Oussama al-Jouili, le ministre de la Défense venu des rangs de Zenten. De façon claire, il existe maintenant en Libye un double pouvoir : celui du Congrès national amazigh libyen (CNAL) avec son gouvernement, sa constitution, son programme, son drapeau et son armée et le CNT partisan d'un État régi par la charia et où seule l'arabité aura droit de cité. De ce fait, le problème à résoudre ne concerne plus seulement la formation d'un État libyen unifié, la reconstruction du pays et l'exportation du pétrole, car l'incendie amazigh s'est propagé dans toute l'Afrique du Nord et le Sahel. Mieux encore, il est entré par la grande porte dans la vie politique française en pleine campagne électorale pour les présidentielles.

Le printemps en hiver à Paris

Le 17 décembre pour soutenir les Imazighens de Libye, d'importantes manifestations se sont déroulées à New York, Berlin, Ottawa, Toronto, Montréal, etc., mais c'est à Paris qu'un fait majeur est intervenu avec le rassemblement de solidarité avec les Libyens devant l'Assemblée nationale, avec une large banderole et le drapeau amazigh.

Kilkzanfu et *Kra Isallen*, deux bulletins d'information de Tamazgha ont été distribués ainsi qu'un document retraçant l'historique du Congrès mondial amazigh (CMA), ses revendications, son mode d'organisation, son programme et ses perspectives. Sous la pluie, après les allocutions de Ferhat M'henni, le président du gouvernement provisoire de la Kabylie (GPK), de Masin Ferkal (Tamazgha), de Fethi n Khelifa, président du CMA et de l'historien Jacques Simon, l'hymne amazigh libyen a été chanté avec ferveur par les participants.

Pour la première fois dans la capitale française et devant l'Assemblée nationale, les amazigh se sont manifestés comme un peuple déterminé à arracher sa liberté.

La presse, les radios et les télévisions étaient absentes ; il n'en reste pas moins que la question amazigh est devenue désormais un problème français.

Yennayer 2012 : la Kabylie à l'honneur

Le jeudi 12 janvier et pour la première fois le Yennayer (Nouvel an) s'est tenu dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Sur une table recouverte du drapeau berbère, Ferhat M'henni, le président du GPK a dénoncé la situation où se trouve la Kabylie depuis 1962, opprimée par un pouvoir illégitime qui mène une politique criminelle avec des kidnappings pour écarter les opérateurs, le racket des commerçants, les enlèvements par des groupes islamistes armés et des expéditions punitives militaires contre des villageois. L'émergence d'une Kabylie de la laïcité et de liberté ne peut qu'être soutenue par la France éprise de paix, de démocratie et de stabilité.

Après lui, Jacques Simon a centré sa communication sur l'histoire des Kabyles en France, de 1830 à 1930, un centenaire pendant lequel les Kabyles, inscrits depuis la fin du XIX^e siècle dans le procès de production capitaliste ont contribué à la construction de la France, à sa défense au prix

de lourds sacrifices pendant la Grande Guerre puis à la formation de L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE qui proposait de fonder une Algérie souveraine par une Assemblée constituante avec le soutien et l'amitié du peuple français.

D'autres interventions, dont celles de Belkacem Lounès, ancien président du CMA et son successeur, Fethi n Khelifa ont replacé cette journée dans la marche des peuples amazighs pour leur liberté. Une vidéo projection sur la manifestation massive des Kabyles à l'issue du 2^e congrès du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) a montré avec cette journée que cette marche avait commencé.

Au final, la tenue du Yennayer dans une salle de l'Assemblée nationale, présidée par le président du GPK avec sur la table le drapeau amazigh et son hymne chanté par tous, est un fait majeur. Pour la première fois de son histoire, la Kabylie était à l'honneur à Paris. La conséquence logique serait la condamnation par la France de la politique répressive de la Kabylie par le pouvoir algérien, l'écriture honnête de l'histoire des Kabyles en France, depuis 1830, la reconnaissance et le libre exercice de la langue et de la culture berbère en France et le soutien au peuple algérien pour se constituer en nation libre et démocratique par un processus constituant, sur le modèle de la Révolution française de 1789 et en amitié avec le peuple de France.

Rappelons que L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE qui avait adhéré en 1936 au Front populaire comprenait une grande majorité de militants et de cadres kabyles.

Osons une question politiquement incorrecte : le général de Gaulle qui avait reconnu le GPRA en 1958 sera-t-il suivi par le prochain président et reconnaître le GPK ?

Jacques SIMON

14 janvier 2012